



## **RAPPORT FINANCIER** **1<sup>er</sup> SEMESTRE 2009**

Société anonyme au capital de 4 027 367,90 euros  
15/17, rue Vivienne – 75002 Paris  
418 093 761 R.C.S. Paris  
[www.Hi-media.com](http://www.Hi-media.com)

---

<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</b>	<b>3</b>
<b>COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU GROUPE</b>	<b>6</b>
<b>NOTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES DU GROUPE</b>	<b>11</b>
<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>32</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009</b>	<b>33</b>

## Rapport semestriel d'activité

### PRESENTATION DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009

#### I. Commentaires sur le compte de résultat

##### Ventes par activités

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Publicité	28 243	30 377
Micropaiement	46 036	30 440
Chiffre d'affaires	<b>74 279</b>	<b>60 817</b>

Les ventes de la période s'élèvent à 74,3 millions d'euros, en croissance de 22 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Les très bonnes performances du micropaiement compensent la baisse du chiffre d'affaires de l'activité publicitaire.

Le micropaiement est la première source de revenus du Groupe Hi-media et l'activité publicitaire du Groupe continue à résister à la crise actuelle :

- L'activité publicitaire résiste toujours à un environnement économique difficile avec une baisse limitée à 7 % sur ce premier semestre, alors même que le Groupe estime la contraction du marché de la publicité en ligne à près de 10%.
- Le micropaiement continue de croître à un rythme très soutenu, à +51% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette croissance résulte du déploiement d'Allopass à l'international, ainsi que des applications payantes développées sur les sites du Groupe conjuguée à l'impact des acquisitions des sociétés Mobile Trend et Mobile Works en juin 2008.

Au global, le chiffre d'affaires réalisé sur les sites du Groupe progresse de 35 %, grâce au développement de l'audience des sites existants (fotolog.com, jeuxvideo.com, blogorama.fr, actustar.com, toutlecine.com) et aux synergies mises en place. Les revenus du pôle Publishing s'élèvent ainsi à 7,9 millions d'euros (10,6 % de l'ensemble consolidé) contre 5,8 millions d'euros (9,6 % de l'ensemble consolidé) un an auparavant.

La marge brute du groupe s'élève à 28,1 millions d'euros, en augmentation de 15,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (24,3 millions d'euros). Le taux de marge brute s'établit à 38%, en diminution de 2 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (40%), ce qui s'explique par la part croissante du micropaiement dans l'ensemble.

La marge brute de l'activité Régie s'élève à 15,8 millions d'euros (16,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008). Le taux de marge brute de cette activité s'établit à 56 %, en augmentation de 1 point par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (55 %).

La marge brute de l'activité micropaiement s'élève à 12,3 millions d'euros (7,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008). Le taux de marge brute de cette activité s'établit à 27 %, en augmentation de 2 points par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (25 %).

Les achats, qui s'élèvent à 8,3 millions d'euros, sont en progression de 13 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (7,3 millions d'euros). Cette augmentation s'explique notamment par l'impact des entrées de périmètre réalisées en juin 2008 et la hausse de l'activité.

Le coût de la masse salariale, 10,3 millions d'euros, a été maîtrisé par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (10,4 millions d'euros).

Les dotations et reprises aux amortissements et provisions, pour 2,4 millions d'euros, apparaissent en augmentation de 58 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (1,5 millions d'euros). Cette augmentation résulte principalement de la croissance de l'activité, de l'intégration de nouvelles sociétés et de l'activation d'outils technologiques développés en interne.

Le résultat opérationnel avant valorisation des stock-options et actions gratuites s'établit à 7,1 millions d'euros, en augmentation de 40 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (5,0 millions d'euros).

Le résultat net consolidé s'élève à 2 583 k€ (contre 965 k€ au 30 juin 2008). Ce résultat se décompose en :

- un résultat opérationnel de 5 598 k€ (contre 2 823 k€ au 30 juin 2008) ;
- un résultat financier de - 1 012 k€ (- 717 k€ au 30 juin 2008) composé principalement des intérêts liés à l'emprunt bancaire mis en place fin 2007 afin de financer les acquisitions réalisées en 2008.
- et une charge d'impôts de -2 096 k€ (-1 141 k€ au 30 juin 2008), constituée d'une charge d'impôt courant de -1 462 k€ (-1 588 k€ au 1<sup>er</sup> semestre 2008) et d'une charge d'impôt différé de 634 k€ (produit de 447 k€ au 1<sup>er</sup> semestre 2008).

## II. Acquisitions et prises de participations

Aucune acquisition ou prise de participation n'a eu lieu sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009.

Des opérations de réorganisation de la structure juridique du groupe ont eu lieu sur la période et sont détaillées en Note 2 aux comptes semestriels consolidés résumés présent dans ce document.

## III. Développements internes et innovations

Durant le 1<sup>er</sup> semestre 2009, Hi-media a annoncé :

- la mise en ligne de sa solution de paiement électronique sécurisé Hipay : solution complète de paiement électronique sécurisé par protocole SSL permettant à tout marchand de proposer à ses clients une solution souple, simple et hautement sécurisée, pour régler ses achats en ligne. Hipay assure le paiement en temps réel du bien ou du service acquis, avec garantie de provisions et assistance client.
- La signature d'un partenariat entre Fotolog et Microsoft ayant pour objectif d'intégrer Fotolog au bouquet de services Internet Windows Live, notamment Windows Live Messenger (ex MSN) et étendre ainsi la communauté Fotolog à celle de Windows Live. Les membres de Fotolog peuvent partager instantanément avec l'ensemble de leurs amis les dernières actualités de leur Fotolog en utilisant le service Windows Live Messenger.
- Pour accompagner la croissance du micropaiement en France, en Europe et dans le monde, Allopass étend sa représentation à l'international avec :
  - L'ouverture de bureaux aux Etats-Unis et en Scandinavie. Une implantation commerciale en Allemagne et en Grande-Bretagne est également prévue.
  - Un service clients disponible en 7 langues (français, allemand, anglais, espagnol, italien, polonais et suédois) et 2 créneaux horaires. Ce service a été mis en place sur le premier semestre 2009 pour mieux accompagner les utilisateurs dans leurs transactions et optimiser les revenus des clients marchands.
  - Une nouvelle version de son site Internet, [www.allopass.com](http://www.allopass.com). Plus ergonomique, plus simple et plus pratique, cette nouvelle version facilite l'intégration de la solution Allopass sur les sites web. Plus accessible pour les marchands et les internautes, le nouveau site Allopass doit permettre à ses clients de favoriser le micro paiement et la gestion des transactions au quotidien.

## IV. Evénements importants depuis le 30 juin 2009

Le 6 juillet 2009, Hi-media a annoncé la signature d'un protocole d'accord en vue de l'acquisition d'AdLINK Media Deutschland GmbH, l'activité de régie publicitaire en ligne du groupe AdLINK Internet Media AG.

Les modalités de l'acquisition de la société AdLiNK Media Deutschland GmbH sont détaillées en Note 19 aux comptes semestriels consolidés résumés présent dans ce document.

---

**PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2009**

---

Les principaux risques auquel le Groupe est exposé pour le second semestre 2009 sont détaillés dans le chapitre « Facteur de risque » du Rapport Annuel 2008 déposé à l'Autorité des marchés financiers en date du 30 avril 2009 et disponible sur le site de la société [www.Hi-media.com](http://www.Hi-media.com). La société n'a pas connaissance d'autres risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice.

---

**PERSPECTIVES**

---

Le marché de la publicité sur Internet se contracte pour la première fois depuis 2002 mais dans une moindre mesure que sur les autres media. Internet continue donc à gagner des parts de marché vis à vis des supports traditionnels et les perspectives de croissance de la publicité on line à moyen terme restent très favorables.

L'acquisition d'AdLINK Internet Media va permettre au pôle publicitaire du groupe de devenir leader Européen et d'acquérir une position stratégique en prévision du rebond du marché publicitaire que l'on peut anticiper avec l'assainissement du contexte macro économique. La combinaison des activités de régie de Hi-media et d'AdLINK devrait par ailleurs générer plus de 5 millions d'euros de synergies de coûts, et va donner naissance à une offre commerciale extrêmement puissante, alliant une audience cumulée de plus de 127 millions de visiteurs uniques par mois (source : Comscore, mai 2009) et des capacités de ciblage renforcées.

Le groupe va donc pouvoir continuer à déployer les synergies entre ses différents métiers sur un périmètre élargi et dans un environnement maîtrisé. Il est par ailleurs précisé qu'au cours des discussions avec les actionnaires d'AdLINK, sur la base de ses chiffres à fin mars 2009 et tout en soulignant la faible visibilité dont il disposait, le Groupe a communiqué des objectifs financiers annuels de 158 millions d'euros de chiffre d'affaires, de 16 millions de résultat opérationnel courant et de 7 millions d'euros de résultat net, avant consolidation de l'activité d'AdLINK et des couts liés à son intégration.

---

**TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

---

Les parties liées du groupe Hi-media correspondent aux mandataires sociaux, dirigeants et administrateurs du groupe, ainsi que les sociétés dans lesquelles ceux-ci exercent le contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable, ou détiennent un droit de vote significatif.

**I. Rémunération des membres de direction**

Les rémunérations incluent la rémunération du Président du conseil d'administration, les jetons de présence versés aux administrateurs personnes physiques non rémunérés par la Société (3 administrateurs), la rémunération du directeur général délégué. Les rémunérations et avantages relatifs aux membres des organes de direction comptabilisés en compte de résultat s'élèvent à 710 k€ (contre 969 k€ au 30 juin 2008).

**II. Transactions avec les filiales**

Hi-media SA facture à ses filiales des frais de holding ainsi que des frais de marque éliminés dans les comptes consolidés.

**III. Autres parties liées**

Au cours du premier semestre 2009, aucune autre opération significative n'a été réalisée avec :

- des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de Hi-media S.A.,
- des membres des organes de direction, y compris les administrateurs,
- des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

## Comptes consolidés résumés du Groupe

Comptes de résultat consolidés pour les semestres clos les 30 juin 2009 et 30 juin 2008

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2009	30 juin 2008
Chiffre d'affaires	3	74 279	60 817
Charges facturées par les supports		-46 185	-36 550
<b>Marge brute</b>		<b>28 094</b>	<b>24 268</b>
Achats		-8 332	-7 344
Charges de personnel	4	-10 274	-10 373
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		-2 354	-1 525
<b>Résultat opérationnel courant</b> <i>(avant valorisation des stock options et actions gratuites)</i>		<b>7 133</b>	<b>5 026</b>
Valorisation des stock options et actions gratuites	5	-1 535	-2 203
Autres produits et charges non courants		-	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>5 598</b>	<b>2 823</b>
Coût de l'endettement		-1 133	-717
Autres produits et charges financiers		121	-
<b>Résultat des sociétés intégrées</b>		<b>4 586</b>	<b>2 106</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		93	-
<b>Résultat avant impôt des sociétés consolidées</b>		<b>4 679</b>	<b>2 106</b>
Impôts	6	-2 096	-1 141
<b>Résultat net des sociétés consolidées</b>		<b>2 583</b>	<b>965</b>
Dont intérêts minoritaires		221	172
<b>Dont Part du Groupe</b>		<b>2 362</b>	<b>793</b>
	Notes	30 juin 2009	30 juin 2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		39 050 430	38 783 650
Résultat de base par action (en euros)		0,06	0,02
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)		40 955 354	39 721 845
Résultat dilué par action (en euros)		0,06	0,02

Bilans consolidés au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

<b>ACTIF - en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Goodwill nets	7	134 473	134 740
Immobilisations incorporelles nettes	8	13 240	12 455
Immobilisations corporelles nettes		3 065	3 135
Impôts différés actifs	9	8 939	9 664
Autres actifs financiers		1 044	946
<b>Actifs non courants</b>		<b>160 762</b>	<b>160 940</b>
Clients et autres débiteurs	10	43 624	46 769
Autres actifs courants	11	11 932	10 719
Actifs financiers courants		19	36
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	12	13 966	18 830
<b>Actifs courants</b>		<b>69 541</b>	<b>76 354</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>230 303</b>	<b>237 294</b>

<b>PASSIF - en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Capital social		4 027	3 981
Primes d'émission et d'apport		107 173	103 011
Réserves et report à nouveau		23 298	21 581
Actions propres		-6 050	-6 160
Résultat consolidé (part du Groupe)		2 362	6 079
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>		<b>130 810</b>	<b>128 492</b>
Intérêts minoritaires		620	813
<b>Capitaux propres</b>		<b>131 430</b>	<b>129 305</b>
Emprunts et dettes financières à long terme	13	23 200	27 051
Provisions non courantes		776	776
Dettes non courantes	14	1 045	791
Passifs d'impôt différés	9	670	687
<b>Passifs non courants</b>		<b>25 691</b>	<b>29 305</b>
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	13	14 104	14 945
Provisions courantes		-	-
Fournisseurs et autres créditeurs		37 379	36 203
Autres dettes et passifs courants	15	21 699	27 536
<b>Passifs courants</b>		<b>73 182</b>	<b>78 684</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>230 303</b>	<b>237 294</b>

## Tableaux des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice 2008 et les semestres clos les 30 juin 2009 et 30 juin 2008

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2009	31 déc. 2008	30 juin 2008
Résultat net		2 583	6 423	965
<i>Ajustements pour :</i>				
Amortissements des immobilisations		2 110	2 773	1 318
Pertes de valeur		-	83	-
Produits de placement		-172	-94	-35
Charges d'intérêts		1 176	2 028	852
Charge exceptionnelle sur litige commercial		-	1 717	-
Quote-part dans les entreprises associées		-93	-51	-
Résultat de cession d'immobilisations		50	200	45
Coûts des paiements fondés sur des actions	5	1 535	3 411	2 203
Charge ou produit d'impôts	6	2 096	728	1 141
<b>Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>9 285</b>	<b>17 217</b>	<b>6 488</b>
Variation des créances clients et autres débiteurs		2 057	-2 458	-4 895
Variation des dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 335	6 091	6 376
Variation nette des provisions et avantages au personnel		-	98	-208
<b>Trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>12 677</b>	<b>20 948</b>	<b>7 760</b>
Intérêts payés		-1 085	-2 028	-852
Impôt sur le résultat payé		-2 884	-2 207	-1 549
<b>TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>8 708</b>	<b>16 713</b>	<b>5 359</b>
Produits de cession d'immobilisations		-	-	-
Evaluation à la juste valeur des équivalents de trésorerie		172	94	63
Produits de cession d'actifs financiers		-	-	-
Cession de filiale, sous déduction de la trésorerie cédée		-	-	-
Acquisition de filiale	15	-5 048	-11 860	-11 942
Acquisition d'immobilisations		-2 961	-6 556	-3 044
Variation des actifs financiers		126	-276	-294
Variation des fournisseurs d'immobilisations		-408	523	56
Incidence des variations de périmètre		-	-45	-
<b>TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>-8 119</b>	<b>-18 121</b>	<b>-15 161</b>
Produits de l'émission d'actions		-	-	-
Rachat d'actions propres		-	-2 948	-1 960
Nouveaux emprunts		-	23 825	22 890
Remboursements d'emprunts	13	-4 811	-9 789	-1 504
Dividendes payés		-391	-274	-274
<b>TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		<b>-5 202</b>	<b>10 815</b>	<b>19 153</b>
Incidence des variations de taux de change		-206	-52	37
<b>VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>-4 820</b>	<b>9 355</b>	<b>9 388</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier		18 786	9 431	9 431
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE FIN DE PÉRIODE <sup>(1)</sup></b>		<b>13 966</b>	<b>18 786</b>	<b>18 819</b>

<sup>(1)</sup> Trésorerie à l'actif diminuée des découverts bancaires. Cf. note 13



Tableau de variation des capitaux propres consolidés des semestres clos les 30 juin 2008 et 30 juin 2009

<i>en milliers d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Actions propres	Réserve options et actions gratuites	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres Part du groupe	Capitaux propres Intérêts mino.	Capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>39 048 158</b>	<b>3 905</b>	<b>98 105</b>	<b>-3 212</b>	<b>6 712</b>	<b>14 479</b>	<b>119 989</b>	<b>762</b>	<b>120 750</b>
Dividendes versés par les filiales aux intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-274	-274
Levée d'options de souscription d'actions	483 800	48	4 108	-	-4 167	-	-10	-	-10
Rachat d'actions <sup>(1)</sup>	-	-	-	-1 960	-	-	-1 960	-	-1 960
Traitement des options et actions gratuites <sup>(2)</sup>	-	-	-8	-	1 704	-	1 696	-	1 696
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-4 200	-4 200	-	-4 200
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	793	793	172	965
<b>Au 30 juin 2008</b>	<b>39 531 958</b>	<b>3 953</b>	<b>102 205</b>	<b>-5 172</b>	<b>4 249</b>	<b>11 073</b>	<b>116 308</b>	<b>661</b>	<b>116 969</b>
Dividendes versés par les filiales aux intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Levée d'options de souscription d'actions	274 500	27	963	-	-980	-	10	-	10
Rachat d'actions <sup>(1)</sup>	-	-	-	-988	-	-	-988	-	-988
Traitement des options et actions gratuites <sup>(2)</sup>	-	-	-156	-	971	10	825	-	825
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	7 050	7 050	-19	7 031
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	5 286	5 286	171	5 458
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>39 806 458</b>	<b>3 981</b>	<b>103 011</b>	<b>-6 160</b>	<b>4 240</b>	<b>23 419</b>	<b>128 491</b>	<b>813</b>	<b>129 305</b>
Dividendes versés par les filiales aux intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-391	-391
Levée d'options de souscription d'actions	467 221	47	1	-	-46	-	2	-	2
Rachat d'actions <sup>(1)</sup>	-	-	-	110	-	-	110	-	110
Traitement des options et actions gratuites <sup>(2)</sup>	-	-	4 161	-	-2 886	-	1 275	-	1 275
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-1 430	-1 430	-24	-1 453
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	2 362	2 362	221	2 583
<b>Au 30 juin 2009</b>	<b>40 273 679</b>	<b>4 027</b>	<b>107 173</b>	<b>-6 050</b>	<b>1 309</b>	<b>24 350</b>	<b>130 810</b>	<b>620</b>	<b>131 430</b>

(1) Au 30 juin 2009, Hi-media S.A. détient 1 034 153 actions propres. Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité, Hi-media détient 152 267 actions propres au 30 juin 2009.

(2) Cf. Note 17 sur les plans d'options de souscriptions d'actions et d'attributions d'actions gratuites.

## Etat du résultat global pour les semestres clos les 30 juin 2008 et 30 juin 2009

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
<b>Résultat de la période</b>	<b>2 583</b>	<b>965</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
- Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraite	-	-
- Application de la comptabilité de couverture aux instruments financiers	-254	-
- Ecart de conversion	-1 199	-4 200
- Autres	-	-
- Impôt sur les autres éléments du résultat global	-	-
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôt</b>	<b>-1 453</b>	<b>-4 200</b>
dont part du groupe	-1 430	-4 200
dont intérêts minoritaires	-24	-
<b>Résultat global</b>	<b>1 129</b>	<b>(3 234)</b>

## Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés du Groupe

### Note 1. Principes et méthodes comptables

#### i. Base de préparation des états financiers résumés

Les états financiers résumés du 1<sup>er</sup> semestre 2009 se lisent en complément des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils figurent dans le document de référence déposé auprès de l'autorité des marchés financiers (AMF) le 14 avril 2009.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 sont établis en conformité avec les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes comptables internationales IFRS. Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards), ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Les états financiers consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2009 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces comptes comprennent, à titre comparatif, le compte de résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2008 et le bilan au 31 décembre 2008.

Les états financiers consolidés résumés du groupe Hi-media intègrent les comptes d'Hi-media S.A. et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») ainsi que les participations du Groupe dans ses entreprises associées ou sous contrôle conjoint. Ils sont présentés en milliers d'euros.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration et arrêtés lors de sa réunion du 26 août 2009. Ils ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

#### ii. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Le groupe Hi-media a appliqué les mêmes méthodes comptables que dans ses états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception des éléments ci-après :

a) Les nouvelles normes et amendements suivants, d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

- IAS 1 (révisée) – Présentation des états financiers : le groupe a opté pour la présentation de deux états distincts : un compte de résultat et un état du résultat global. Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 ont été préparés conformément à IAS 1 révisée.

S'agissant d'IFRS 8 – Information sectorielle, le groupe a appliqué cette norme par anticipation au 31 décembre 2008.

b) Les nouvelles normes, amendements et interprétations, d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2009, qui n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du groupe :

- IAS 23 révisée – coûts d'emprunts ;
- Amendement IFRS 2 – conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- Amendements IAS 32 et IAS 1 – instruments financiers remboursables au gré du porteur ;
- Amendement IAS 39 ;
- IFRIC 13 – programmes de fidélisation de la clientèle ;
- IFRIC 15 – contrats de construction immobilière ;
- IFRIC 16 – couverture d'un investissement net.

c) Les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes, publiées mais non adoptées par l'UE, qui ne sont pas d'application obligatoire pour l'exercice débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et qui n'ont pas été appliquées par anticipation :

- IFRS 3 et IAS 27 (révisées) : regroupements d'entreprises : le groupe appliquera IFRS 3 et IAS 27 révisées à tous les regroupements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;
- IFRIC 17 – Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs par des clients, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

## Note 2. Périmètre de consolidation

## 2.1. Liste des entités consolidées

Dénomination sociale	Pays	% de détention directe et indirecte au 30 juin 2009	% de détention directe et indirecte au 31 décembre 2008	Date de création ou d'acquisition	Date de clôture de l'exercice
<b>Sociétés créées</b>					
Hi-media Belgium SPRL	Belgique	100%	100%	09.03.00	31.12
Hi-media Portugal Lda	Portugal	53,90%	53,90%	31.10.00	31.12
Hi-Pi SARL	France	100%	100%	13.05.02	31.12
Hi-media Advertising Web SL	Espagne	100%	100%	29.12.06	31.12
HPMP SPRL	Belgique	100%	100%	17.09.07	31.12
HPME SA	Belgique	100%	100%	08.05.08	31.12
<b>Sociétés acquises</b>					
Hi-media Network AB	Suède	100%	100%	11.12.00	31.12
Hi-media Deutschland AG	Allemagne	100%	100%	30.04.01	31.12
Europemission SL	Espagne	50%	50%	25.03.04	31.12
Hi-Midia Brasil SA	Brésil	25%	25%	18.07.05	31.12
Hi-media China Limited	Chine	49%	49%	01.05.06	31.12
Allopass SNC	France	100%	100%	08.02.06	31.12
L'Odyssée Interactive SAS	France	88%	88%	31.05.06	31.12
Adream SARL	France	100%	100%	01.08.06	31.12
Hi-media Sales AB	Suède	100%	100%	04.09.06	31.12
Groupe Hi-media USA Inc.	USA	100%	100%	27.11.07	31.12
Vivat SPRL	Belgique	34%	34%	14.03.08	31.12
Bonne Nouvelle Editions SARL	France	100%	100%	06.06.08	31.12
Mobile Trend SAS	France	100%	100%	13.06.08	31.12
Mobile Works SAS	France	100%	100%	13.06.08	31.12

Des opérations de réorganisation de la structure juridique du groupe ont eu lieu sur le premier semestre 2009 :

- la société Hi-media Advertising Web SL a absorbé la société Publicidad y Marketing SL.
- la société Hi-media Belgium a absorbé la société Publicityweb SPRL en date du 29 avril 2009 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- La dénomination et la forme juridique de la société Eurovox SAS au 31 décembre 2008 a été modifiée le 10 avril 2009 Eurovox S.A.S. devenant Allopass S.N.C.
- Les dénominations sociales des sociétés Hi-media Scandinavia AB et Hi-media Local AB ont été modifiées respectivement les 12 mai 2009 et 6 mai 2009 : Hi-media Scandinavia AB devenant Hi-media Network AB et Hi-media local devenant Hi-media Sales AB.
- La dénomination sociale de la société Fotolog inc. a été modifiée le 22 mai 2009 : Fotolog Inc. devenant Groupe Hi-media USA Inc.

Toutes les filiales sont consolidées par intégration globale, à l'exception d'Europemission SL consolidée par intégration proportionnelle, d'Hi-media China Limited, de Hi-Midia Brasil SA et de Vivat consolidées par mise en équivalence.

## 2.2. Variation de périmètre

Il n'y a pas eu de variation du périmètre au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009.

### Note 3. Chiffres d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par activité se présente comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Régie publicitaire	28 243	30 377
Micro-paiement	46 036	30 440
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>74 279</b>	<b>60 817</b>

### Note 4. Charges de personnel

La ventilation des charges de personnel entre salaires, charges sociales et provision pour indemnités de fin de carrière se présente comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Salaires	7 184	7 464
Charges sociales	3 078	2 882
Provision pour indemnités de fin de carrière	12	27
<b>Charges de personnel</b>	<b>10 274</b>	<b>10 373</b>

Les effectifs varient comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2008	Entrées	Sorties	30 juin 2009
France	220	26	24	222
Etranger	170	9	27	152
<b>Effectif</b>	<b>390</b>	<b>35</b>	<b>51</b>	<b>374</b>

**Note 5. Paiements fondés sur des instruments de capitaux propres**

Les charges de personnel relatives aux paiements fondés sur des instruments de capitaux propres, passées en compte de résultat conformément à la norme IFRS 2, s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30-juin-09	30-juin-08
Stock-options - Plan du 26 mai 03, du 10 juil. 03 et du 12 janv. 05	-	-
Actions gratuites - Plan du 22 déc. 05	-	-
Actions gratuites - Plan du 20 janv. 06	-	20
Actions gratuites - Plan du 23 fév. 06	-	215
Actions gratuites - Plan du 13 juil. 06	-	265
Actions gratuites - Plan du 11 sept. 06	-	272
Actions gratuites - Plan du 2 nov. 2006	-	16
Actions gratuites - Plan du 28 déc. 2006	-	108
Actions gratuites - Plan du 1er mars 07	713	589
Actions gratuites - Plan du 14 mai 07	21	13
Actions gratuites - Plan du 14 juin 07	35	22
Actions gratuites - Plan du 23 juillet 2007	66	23
Actions gratuites - Plan du 8 novembre 2007	60	58
Actions gratuites - Plan du 19 décembre 2007	96	130
Actions gratuites - Plan du 22 avril 2008	82	65
Actions gratuites - Plan du 14 mai 2008	-	1
Actions gratuites - Plan du 22 juillet 2008	34	-
Actions gratuites - Plan du 24 septembre 2008	153	-
Actions gratuites - Plan du 19 décembre 2008	14	-
Actions gratuites - Plan du 13 mars 2009	-	-
<b>Valorisation des options et actions gratuites</b>	<b>1 275</b>	<b>1 798</b>
Reprise des plans de rétention de Fotolog Inc.	260	405
<b>Paiements fondés sur des instruments de capitaux propres</b>	<b>1 535</b>	<b>2 203</b>

La charge future à reconnaître en résultat pour les plans existants au 30 juin 2009 se présente comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Charges cumulées à venir <sup>(1)</sup>	2009 <sup>(1)</sup>	2010-2012 <sup>(1)</sup>
Paiements fondés en actions dénoués par l'émission d'actions Hi-media	861	311	550
Paiements fondés en actions dénoués en numéraire <sup>(2)</sup>	529	182	347
<b>Total des paiements fondés en actions</b>	<b>1 391</b>	<b>494</b>	<b>897</b>

<sup>(1)</sup> Sur la base des hypothèses de turnover et d'atteinte des objectifs estimés au 30 juin 2009.

<sup>(2)</sup> Ces paiements fondés en actions et dénoués en numéraire correspondent aux options attribués par Fotolog Inc. à ses salariés avant son acquisition par Hi-media : les options Fotolog attribuées dont la période d'acquisition n'était pas encore arrivée à terme n'ont pas été remplacées par des actions Hi-media mais étaient amenées à être remboursées en trésorerie après une période de services à réaliser dans le Groupe. Les paiements fondés en actions dénoués en numéraire ont été valorisés, conformément à IFRS 2, sur la base de la valeur par actions de Fotolog Inc. déterminée lors de l'acquisition.

**Note 6. Impôts**

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Impôts courants	-1 462	-1 588
Impôts différés	-634	447
<b>(Charge)/Produit d'impôts</b>	<b>-2 096</b>	<b>-1 141</b>
<i>Taux effectif d'impôt (%)</i>	45 %	54 %

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'impôt théorique s'analyse comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
<b>Taux d'imposition en France</b>	<b>33,33%</b>	<b>33,33%</b>
(Charge)/Produit d'impôts théorique	-1 560	-702
<i>Eléments de rapprochement avec le taux effectif :</i>		
Résultats imputés sur déficits reportables préalablement non constatés	1	-
Reconnaissance d'impôts différés actifs sur déficits reportables	24	364
Différence de taux d'imposition entre les pays	108	144
Différences permanentes et autres éléments	-670	-947
<b>(Charge)/Produit d'impôts réel</b>	<b>-2 096</b>	<b>-1 141</b>
<i>Taux effectif d'impôt</i>	45 %	54 %

La charge d'impôts courants du 1<sup>er</sup> semestre 2009 recouvre essentiellement des impôts sur résultats bénéficiaires.

Au 30 juin 2009, le taux effectif d'impôt résulte principalement de différences permanentes, notamment de la charge liée aux paiements fondés en instruments de capitaux propres.

Les sociétés Hi-media France SA, Allopass SNC, Hi-Pi SARL, Adream SARL, Mobile Trend SAS, Mobile Works SAS et Bonne Nouvelle Editions SARL sont intégrés fiscalement.



**Note 7. Goodwill**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31 déc. 2008</b>	<b>Var. change</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>30 juin 2009</b>
Goodwill	144 709	-924	656	-	144 441
Dépréciations	-9 969	-	-	-	-9 969
<b>Goodwill net</b>	<b>134 740</b>	<b>-924</b>	<b>656</b>	<b>-</b>	<b>134 473</b>

L'augmentation de 656 k€ s'explique principalement par l'augmentation de la valeur du goodwill Mobile Trend, après prise en compte de la réévaluation du complément de prix 2008 sur la base des résultats sociaux définitifs de Mobile Trend arrêtés fin mai 2009.

Conformément à IFRS 3, Hi-media a alloué le prix d'acquisition de Mobile Trend à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiés ci-dessous répondent aux critères d'IFRS 3.37 : leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable et sont sources d'une entrée ou d'une sortie de cash futur dans le cas d'actifs autres qu'incorporels et de passifs autres qu'éventuels.

Hi-media a identifié un actif incorporel représentant les technologies développées par les équipes techniques de Mobile Trend avant l'acquisition pour un montant de 101 k€. La valeur de marché de cette technologie n'étant pas observable, c'est donc selon la méthode du coût de reproduction (charges de développement nécessaires à la reconstitution d'une telle technologie) que cet actif a été valorisé. L'impôt différé passif lié pris en compte s'élève à 34 k€ et trouve sa contrepartie en goodwill. Compte-tenu de la nature de cet actif, Hi-media constate qu'une obsolescence est prévisible, notamment du fait de l'évolution des technologies. Par ailleurs, Hi-media active déjà des frais de développement et considère ces actifs comme ayant une durée d'utilité finie. La durée de vie des technologies identifiées chez Mobile Trend a été fixée à 5 ans, conformément aux principes comptables appliqués par le Groupe en matière de durées d'amortissements des technologies identifiées lors d'acquisition.

Conformément à IFRS 3, Hi-media a recherché l'existence de tout autre actif, passif ou passif éventuel non valorisé par Mobile Trend.

Concernant les relations commerciales de Mobile Trend, ces dernières sont principalement constituées de liens avec les utilisateurs de services mobiles, qui ne sont ni contractualisés ni nominatifs et dont la pérennité n'est pas démontrable et donc pas mesurable. De plus, la marque n'est pas liée à l'acte d'achat et ne dispose pas d'une notoriété particulière. Les relations commerciales et la marque ne seront donc pas comptabilisées séparément du goodwill.

L'acquisition vise principalement à asseoir la part de marché de Hi-media dans l'activité de micropaiement SMS. Cette part de marché représente donc la plus grande partie du goodwill.

Les seuls passifs identifiés concernent une provision pour risque pour un montant de 250 k€. Aucun autre passif éventuel n'a été identifié au 30 juin 2009.

La variation de change de -924 k€ correspond à la différence de conversion d'USD en Euros du goodwill de Fotolog Inc., suivi en USD, entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009.

**7.1 Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill au 30 juin 2009**

Un test de dépréciation est mis en œuvre, le cas échéant, selon les modalités définies dans la note 10.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du 31 décembre 2008, lorsqu'il existe à la clôture du semestre, un indice de perte de valeur.

L'environnement au premier semestre 2009 n'a pas différé significativement de celui anticipé dans les tests de valeur réalisés fin 2008, à l'exception des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») Hi-media Suède et Fotolog. L'indicateur de perte de valeur pour l'UGT Hi-media Suède correspond à la contraction accusée par le marché publicitaire Suédois ; l'indicateur de perte de valeur pour l'UGT Fotolog correspond à la baisse du marché publicitaire sur les zones géographiques hispanophones.

En conséquence, un test de valeur a été réalisé à fin juin 2009 sur ces 2 UGT, n'ayant pas conduit à reconnaître une perte de valeur, les valeurs recouvrables restant supérieures aux valeurs comptables au 30 juin 2009. Cependant, les valeurs recouvrables

obtenues au 30 juin 2009 ont été réduites par rapport à celles déterminées au 31 décembre 2008 du fait notamment de la prise en compte d'un chiffre d'affaires prévisionnel inférieur dans le contexte du marché publicitaire actuel.

Le test de dépréciation, s'appuyant principalement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie. Cette méthode ne diffère pas de celle utilisée en 2008.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des unités génératrices de trésorerie au 30 juin 2009 sont les suivantes :

- méthode de valorisation de l'unité génératrice de trésorerie : valeur d'utilité
- nombre d'années de flux nets de trésorerie avant projection à l'infini : 4 ans (2013)
- taux de croissance à long terme : 2,5% (2,5 % en 2008)
- taux d'actualisation : 8,9 % à 9,7 % selon l'UGT (9,0 % en 2008)
- taux de croissance du chiffre d'affaires de Fotolog : compris entre +22 % et +30 % par an sur la période 2010-2013
- taux de croissance du chiffre d'affaires de Suède : compris entre +7 % et +10 % par an sur la période 2010-2013

Les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires sont principalement déterminées en fonction des prévisions de croissance du marché publicitaire et de l'évolution attendue de l'audience des sites.

Les modalités du test de dépréciation sont détaillées dans la note 10 aux comptes consolidés du Rapport Annuel 2008.

#### Note 8. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations en cours nées durant la période (1,9 M€) correspondent principalement :

- au développement de la plateforme Allopass, notamment quant à son accès multilingue et à la gestion des devises
- à la création de nouvelles fonctionnalités sur les sites du Groupe, notamment Fotolog et jeuxvideo.com
- à l'amélioration des plateformes back-office supports de l'activité régie

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Logiciels et licences	7 290	4 093
Marques	4 566	4 574
Relation client	424	466
Immobilisations en cours	898	3 152
Autres	62	169
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>13 240</b>	<b>12 454</b>

**Note 9. Impôts différés**

## i. Impôts différés actifs et passifs reconnus

Le détail des impôts différés constatés en résultat est présenté en Note 6 ci-dessus.

Les sources d'impôts différés actifs et passifs reconnus au 30 juin 2009 sont les suivantes :

<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS</b>		
<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Déficits fiscaux reportables	11 996	13 204
Immobilisations incorporelles	-2 115	-1 624
Autres différences temporaires	-942	-1 916
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>8 939</b>	<b>9 664</b>

<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS</b>		
<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Immobilisations incorporelles	768	472
Autres différences temporaires	-98	215
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>670</b>	<b>687</b>

## ii. Impôts différés actifs non reconnus

Au 30 juin 2009, les impôts différés actifs non reconnus sont principalement constitués des déficits indéfiniment reportables suivants (en base) :

- 1 211 k€ pour Hi-media Advertising Web S.L.
- 352 k€ pour Bonne Nouvelle Editions S.A.R.L.
- 255 k€ pour Hi-Pi S.A.R.L.
- 620 k€ pour Fotolog Inc.

Soit un total de 2 438 k€ représentant un impôt différé actif non reconnu de 843 k€.

**Note 10. Clients et autres débiteurs**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Clients	34 751	39 056
Factures à établir	10 250	8 758
Dépréciation	-1 377	-1 045
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>43 624</b>	<b>46 769</b>

Les créances clients comprennent les factures cédées par la société Hi-media SA dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans transfert de risque de crédit. Le montant de ces créances cédées s'élève à 6 093 k€ au 30 juin 2009.

En revanche, les conditions contractuelles des contrats d'affacturage des sociétés Allopass SNC, Mobile Trend SAS et Mobile Works SAS permettent le transfert des principaux risques et avantages liés aux créances cédées, et donc leur décomptabilisation du bilan.

En effet, selon IAS 39, les créances cédées à des tiers (contrat d'affacturage) sont sorties de l'actif du Groupe lorsque les risques et avantages qui leur sont associés sont substantiellement transférés à ces tiers et si la société d'affacturage prend notamment en charge le risque de crédit, le risque d'intérêt et de délai de recouvrement.

Le risque de crédit correspond au risque de non recouvrement de la créance. Dans le cadre des contrats déconsolidants des entités du Groupe, le risque de crédit est supporté par la société d'affacturage, ce qui signifie que le Groupe n'est plus exposé aux risques de recouvrement de la facture et par conséquent la cession est réputée sans recours.

Le risque de taux et de délai de recouvrement correspond au transfert du risque financier lié à l'allongement de la durée de recouvrement des créances et au coût de portage y afférent. Dans le cadre des contrats déconsolidants des entités du Groupe, le taux de commission pour une cession donnée est uniquement ajusté en fonction de l'EURIBOR et du délai de règlement de la cession précédente. La commission de financement est d'ailleurs payée en début de période et n'est pas modifiée par la suite.

Le risque de dilution technique est lié au non paiement de la créance pour cause de défauts constatés sur les services rendus ou de litiges commerciaux. Pour chaque contrat déconsolidant signé par les entités du Groupe, la réserve de garantie ne couvre pas les risques généraux ni le risque de délai de paiement ; le fond de garantie est constitué pour couvrir les débits (avoirs...) de dilution technique.

Les créances clients ainsi décomptabilisées au sens d'IAS 39 dans le cadre de contrats d'affacturage s'élèvent à 16,7 M€ au 30 juin 2009.

La trésorerie disponible dans le cadre de ces contrats s'élèvent à 6,0 M€ au 30 juin 2009.

**Note 11. Autres actifs courants**

Tous les autres actifs courants sont d'échéance inférieure à un an.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part de charges facturées de marketing et de frais généraux relative à la période postérieure au 30 juin 2009.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
TVA déductible	6 968	6 041
Comptes-courants	558	537
Charges constatées d'avance	1 332	1 040
Acomptes et avoirs à recevoir	618	1 142
Fonds de garantie Affacturage	1 174	938
Autres	1 282	1 021
<b>Autres actifs courants</b>	<b>11 932</b>	<b>10 719</b>

**Note 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Parts d'OPCVM	1 847	2 024
Réserve disponible chez le factor	7 912	11 440
Disponibilités	4 207	5 366
<b>Trésorerie et équiv. de trésorerie</b>	<b>13 966</b>	<b>18 830</b>

En complément du contrat d'affacturage signé en 2001 par Hi-media SA, les sociétés Allopass SNC, Mobile Trend SAS et Mobile Works ont également souscrit des contrats d'affacturage. Les conditions contractuelles de ces nouveaux contrats permettent le transfert des principaux risques et avantages liés aux créances cédées, et donc leur décomptabilisation du bilan.

**Note 13. Emprunts et dettes financières**

Hi-media a souscrit le 7 novembre 2007 une ligne de crédit syndiqué à hauteur de 41,5 M€.

Cette ligne de crédit se décompose en une ligne de 14 millions d'euros (tranche A1), d'une durée de cinq ans et une ligne de 27,5 millions d'euros (tranche A2), d'une durée de six ans.

Au 31 décembre 2008, les tranches A1 et A2 ont été tirées dans leur intégralité.

La tranche A1 a permis le remboursement de l'emprunt de 5 millions d'euros souscrit le 30 juin 2006 et le refinancement partiel du prix d'acquisition de Hi-media Local AB, anciennement Medianet.

La tranche A2 a permis au groupe de financer les acquisitions de Fotolog et du groupe Mobile Trend ainsi que le lancement de nouveaux projets.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Solde bilan 30 juin 2009</b>		<i>Monnaie d'émission</i>	<i>Échéance</i>	<i>Taux effectif</i>
	<i>Non courants</i>	<i>Courants</i>			
Crédit syndiqué - Tranche A1	7 000	2 905	EUR	2012	Euribor 3 mois + 1,25 %
Crédit syndiqué - Tranche A2	15 942	4 773	EUR	2013	Euribor 3 mois + 1,5 %
Financement lié à l'affacturage	-	6 093	EUR	Indet.	Euribor 3 mois + 0,8%
Découverts bancaires	-	-	EUR	2008	fixe
Autres emprunts	258	333	EUR/USD	2011	fixe/variable
<b>Total</b>	<b>23 200</b>	<b>14 104</b>			

Le remboursement de 4,8 M€ présenté dans la ligne « Remboursements d'emprunts » du tableau de flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2009 correspond aux flux suivants :

- Règlement de l'échéance semestrielle de la tranche A1 du crédit syndiqué pour 1,4 M€
- Règlement de l'échéance semestrielle de la tranche A2 du crédit syndiqué pour 2,3 M€
- Variation de l'encours financé par le factor de Hi-media France SA pour 1,1 M€

**Note 14. Dettes non courantes**

Les dettes non courantes sont principalement constituées de la juste valeur des instruments financiers de couverture souscrits dans le cadre de l'emprunt.

Conformément au contrat d'emprunt signé en octobre 2007, il a été souscrit :

- un premier swap de taux d'intérêt payeur fixe / receveur variable Euribor 3 mois à compter de février 2008 (échéance février 2012) pour un notionnel de 9,8 M€,
- un second swap de taux d'intérêt payeur fixe / receveur variable Euribor 3 mois à compter de juillet 2008 (échéance juillet 2013) pour un notionnel de 13,7 M€.

Les tests d'efficacité menés ont démontré que la comptabilité de couverture pouvait être appliquée pour ces deux swaps. Ainsi la variation de juste valeur de ces swaps a été comptabilisée en moins des capitaux propres avec pour contrepartie une dette non courante.

**Note 15. Autres dettes et passifs courants**

Toutes les autres dettes sont d'échéance inférieure à un an.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 déc. 2008</b>
Dettes fiscales et sociales	14 550	15 040
Compléments de prix	5 485	9 760
Dettes sur immobilisations	184	592
Produits constatés d'avance	606	1 068
Autres dettes, acomptes clients et avoirs à établir	874	1 076
<b>Autres dettes courantes</b>	<b>21 699</b>	<b>27 536</b>

Les dettes sur compléments de prix correspondent essentiellement au solde du complément de prix 2009 de Mobile Trend.

Sur la période, la société a réglé 4,9 M€ au titre du complément de prix 2009 de Mobile Trend.

**Note 16. Secteur opérationnels**

IFRS 8 a été appliquée par anticipation à compter du 31 décembre 2008.

Les secteurs opérationnels sont présentés selon les modalités décrites dans le rapport financier 2008 et correspondent aux 3 pôles opérationnels auxquels sont affectés les effectifs.

	Publicité		Micropaiement		Publishing		Eliminations		Total	
	S1 09	S1 08	S1 09	S1 08	S1 09	S1 08	S1 09	S1 08	S1 09	S1 08
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>30 261</b>	<b>29 046</b>	<b>46 311</b>	<b>32 419</b>	<b>5 117</b>	<b>4 295</b>	<b>(7 410)</b>	<b>(4 943)</b>	<b>74 279</b>	<b>60 817</b>
<i>dont réalisé sur les sites du Groupe</i>	<i>4 494</i>	<i>3 962</i>	<i>1 978</i>	<i>463</i>	<i>5 117</i>	<i>4 295</i>	<i>(3 684)</i>	<i>(2 864)</i>	<i>7 905</i>	<i>5 855</i>
<b>Marge Brute</b>	<b>12 408</b>	<b>12 479</b>	<b>11 033</b>	<b>7 525</b>	<b>4 652</b>	<b>4 264</b>			<b>28 094</b>	<b>24 268</b>
<b>Résultat opérationnel par activité</b>	<b>6 499</b>	<b>4 369</b>	<b>4 687</b>	<b>3 824</b>	<b>(342)</b>	<b>(69)</b>			<b>10 843</b>	<b>8 124</b>
<i>Taux de rentabilité</i>	<i>21 %</i>	<i>15 %</i>	<i>10 %</i>	<i>12 %</i>	<i>-7 %</i>	<i>-2 %</i>			<i>15 %</i>	<i>13 %</i>
Retraitement de la marge générée par les entités Publishing sur les autres entités du Groupe	(1 348)	(1 189)	(92)	(36)	1 440	1 224			-	-
<b>Résultat opérationnel par activité retraité</b>	<b>5 151</b>	<b>3 180</b>	<b>4 595</b>	<b>3 789</b>	<b>1 098</b>	<b>1 155</b>			<b>10 843</b>	<b>8 124</b>
<i>Taux de rentabilité</i>	<i>17 %</i>	<i>11 %</i>	<i>10 %</i>	<i>12 %</i>	<i>21 %</i>	<i>27 %</i>			<i>15 %</i>	<i>13 %</i>
Produits et charges non allouées hors stock options et actions gratuites									(3 711)	(3 098)
<b>Résultat opérationnel avant valorisation des stock options et actions gratuites</b>									<b>7 133</b>	<b>5 026</b>
Valorisation des stock options et actions gratuites									(1 535)	(2 203)
<b>Résultat opérationnel</b>									<b>5 598</b>	<b>2 823</b>
Résultat financier									(1 012)	(717)
Quote-part des résultats MEE									93	-
Impôts									(2 096)	(1 141)
<b>Résultat net</b>									<b>2 583</b>	<b>965</b>
<b>Part du Groupe</b>									<b>2 362</b>	<b>793</b>



**Note 17. Plans d'options de souscription d'actions et attributions d'actions gratuites****17.1. Options de souscriptions d'actions**

	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7	Plan n°8	Plan n°9	Plan n°10	Total
Date d'assemblée	30 juin 99	21 avr. 00	21 avr. 00	21 avr. 00	21 avr. 00	21 avr. 00	25 avr. 03	25 avr. 03	25 avr. 03	24 avr. 08	
Date du conseil d'administration	30 juin 99 17 nov. 99	4 mai 00 27 juin 00	14 sept. 00	2 nov. 00	13 déc. 00	23 oct. 01	26 mai 03	10 juil. 03	12 janv. 05	19 déc. 08	
Nombre total d'actions attribuées <sup>(1)</sup>	152 475	37 210	70 734	27 400	37 037	91 001	500 000	350 000	150 000	50 000	1 465 857
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	-	2 850	-	1 700	2 866	-	70 000	-	101 500	50 000	233 916
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par des mandataires sociaux	-	2 850	-	-	-	-	50 000	-	-	-	52 850
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les dix premiers attributaires salariés	-	-	-	-	2 866	-	20 000	-	85 000	-	107 866
Point de départ d'exercice des options	1 juil. 04	5 mai 02	15 sept. 02	3 nov. 02	14 déc. 02	23 oct. 03	26 mai 05	10 juil. 05	12 janv. 07	19 déc. 08	
Date d'expiration	30 juin 09	4 mai 10	14 sept. 10	2 nov. 10	13 déc. 10	23 oct. 11	25 mai 13	10 juil. 13	12 janv. 15	14 mai 18	
Prix de souscription (en euros) <sup>(2)</sup>	0,01	8,06	9,93	8,20	5,31	0,59	0,33	0,35	1,14	1,81	
Modalités d'exercice <sup>(3)</sup>	A	B	B	B	B	B	A	A	A	C	
Nombre d'actions souscrites au 30/06/09	22 879	-	-	-	-	-	430 000	350 000	22 000	-	824 879
Options annulées durant la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options restantes	-	2 850	-	1 700	2 866	-	70 000	-	101 500	50 000	228 916

<sup>(1)</sup> Options attribuées aux salariés présents à ce jour dans la société, les salariés ayant quitté la société ne pouvant conserver le bénéfice de ces options.

<sup>(2)</sup> Prix de souscription des options calculé au jour de l'attribution des options et correspondant à la moyenne pondérée des cours de bourse des 20 dernières séances (pour certains plans, un abattement de 5% a été effectué).

<sup>(3)</sup> Modalité A : 100 % des options peuvent être exercées à l'issue d'une période de 2 ans après le conseil d'administration ayant attribué ces options.

Modalité B : 1/3 des options peuvent être exercées à l'issue d'une période de 2 ans après le conseil d'administration ayant attribué ces options, puis 1/3 l'année suivante et le tiers restant 4 ans après l'attribution.

Modalité C : 1/6 à l'issue de chaque trimestre suivant le point de départ d'exercice des options

Le nombre d'options et moyenne pondérée des prix d'exercice sont les suivants :

	1 <sup>er</sup> semestre 2009		2008	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en circulation à l'ouverture	255 732	1,19	210 311	0,92
Options attribuées durant la période	-	-	50 000	1,81
Options exercées durant la période	26 816	0,83	4 579	0,01
Options annulées durant la période	-	-	-	-
Options en circulation à la clôture	228 916	1,23	255 732	1,19
Options pouvant être exercées à la clôture	212 248	1,18	222 398	1,12

Les paramètres retenus pour la valorisation des plans d'options de souscription d'actions accordés après le 7 novembre 2002 sont les suivants :

Date du conseil d'administration	26 mai 03	10 juil. 03	12 janv. 05	19 déc. 2008
Nombre d'options attribuées	500 000	350 000	150 000	50 000
Juste valeur d'une option à la date d'attribution	0,36	0,36	1,45	0,06
Juste valeur du plan à la date d'attribution	179 424	125 034	217 270	3 000
Prix d'exercice de l'option	0,33	0,35	1,14	1,81
Volatilité attendue du prix de l'option	212%	208%	184%	51%
Durée de vie attendue	4 ans	4 ans	4 ans	2 ans
Dividende attendu sur les options	-	-	-	-
Taux d'option caduque retenu	-	-	-	-
Taux d'intérêt sans risque retenu	3,11%	2,80%	2,94%	3,51%

**17.2. Attributions d'actions gratuites**

Conformément à IFRS 2, les plans d'attribution d'actions gratuites sont évalués sur la base du cours de l'action Hi-media au jour du conseil d'administration qui a décidé de l'attribution de ces actions gratuites.

	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
Date d'assemblée	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05
Date du conseil d'administration	22 déc. 05	20 janv. 06	23 févr. 06	13 juil. 06	11 sept. 06	2 nov. 06	28 déc. 06
Nombre total d'actions attribuées	154 000	94 000	275 600	144 500	143 000	10 000	60 000
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées à des mandataires sociaux	-	7 500	168 000	10 000	100 000	-	-
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées aux dix premiers attributaires salariés	-	37 500	38 000	47 500	-	10 000	30 000
Nombre d'actions annulées	22 000	7 000	10 800	9 000	4 000	-	1 000
Nombre d'actions définitivement attribuées au 30 juin 2009	132 000	87 000	264 800	135 500	139 000	10 000	59 000
Nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées	-	-	-	-	-	-	-
Fin de la période d'acquisition	22 déc. 07	20 janv. 08	23 févr. 08	13 juil. 08	11 sept. 08	2 nov. 08	28 déc. 08
Fin de la période de conservation	22 déc. 09	20 janv. 10	23 févr. 10	13 juil. 10	11 sept. 10	2 nov. 10	28 déc. 10
Cours de l'action à la date du conseil d'administration	6,05	7,75	9,99	7,03	7,63	6,36	7,33
Décote d'incessibilité	-	-	-	-	-	-	-
Juste valeur de l'action gratuite	6,05	7,75	9,99	7,03	7,63	6,36	7,33

	Plan n°8	Plan n°9	Plan n°10	Plan n°11	Plan n°12	Plan n°13	Plan n°14
Date d'assemblée	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05	2 nov. 05
Date du conseil d'administration	01-mars-07	14-mai-07	14-juin-07	23 juil. 07	8 nov. 07	19 déc. 07	22 avr. 08
Nombre total d'actions attribuées	510 000	8 000	14 500	15 000	28 500	103 000	80 000
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées à des mandataires sociaux	170 626	-	-	-	-	-	-
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées aux dix premiers attributaires salariés	138 666	-	-	-	5 000	40 000	10 000
Nombre d'actions annulées	121 358	-	3 000	-	7 000	24 000	20 000
Nombre d'actions définitivement attribuées au 30 juin 2009	388 642	8 000	11 500	-	-	-	-
Nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées	-	-	-	15 000	21 500	79 000	60 000
Fin de la période d'acquisition	01-mars-09	14-mai-09	14-juin-09	23 juil. 09	8 nov. 09	19 déc. 09 19 déc. 11	22 avr. 10
Fin de la période de conservation	01-mars-11	14-mai-11	14-juin-11	23 juil. 11	8 nov. 11	19 déc. 11	22 avr. 12
Cours de l'action à la date du conseil d'administration	6,7	7,15	7,38	7,52	6,94	5,45	5,15
Décote d'inaccessibilité	-	-	-	-	-	-	Oui
Juste valeur de l'action gratuite	6,7	7,15	7,38	7,52	6,94	5,45	4,28

	Plan n°15	Plan n°16	Plan n°17	Plan n°18	Total
Date d'assemblée	24-avr-08	24-avr-08	24-avr-08	24-avr-08	
Date du conseil d'administration	22-juil-08	24-sept-08	19-déc-08	13-mars-09	
Nombre total d'actions attribuées	40 000	1 350 000	89 000	5 000	3 124 100
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées à des mandataires sociaux	-	450 000	-	-	906 126
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées aux dix premiers attributaires salariés	-	800 000	14 000	-	1 170 666
Nombre d'actions annulées	-	-	-	-	229 158
Nombre d'actions définitivement attribuées au 30 juin 2009	-	-	-	-	1 235 442
Nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées	40 000	1 350 000	89 000	5 000	1 659 500
Fin de la période d'acquisition	22-juil-10	24-juil-11 24-sept-12	19-déc-10	13-mars-11	
Fin de la période de conservation	22-juil-12	24-juil-13 24-sept-12	19-déc-12	13-mars-13	
Cours de l'action à la date du conseil d'administration	4,25	3,1	1,74	1,97	
Décote d'incessibilité	Oui	Oui	Oui	Oui	
Juste valeur de l'action gratuite	3,52	2,33	1,38	1,58	

**Note 18. Engagements hors-bilan****18.1. Engagements reçus sur la période**

Aucun engagement n'a été reçu sur la période.

**18.2. Engagements donnés sur la période**

Aucun engagement n'a été donné sur la période.

**18.3. Nantissements**

Dans le cadre de la ligne de crédit syndiqué (cf. Note 13), Hi-media a nanti au profit des établissements de crédit participants les titres de ses filiales Allopass SNC, L'Odyssée Interactive SAS, Hi-Pi SARL ainsi que le fonds de commerce de Hi-media SA.

Hi-media Deutschland a nanti pour 20 k€ de valeurs mobilières de placement afin de garantir le paiement de ses loyers.

**18.4. Litiges**

Par acte en date du 20 juillet 2007, SPORT24 a assigné HI-MEDIA au fond devant le Tribunal de commerce de Paris pour rupture de pourparlers et pour une impossibilité prétendue de conclure un contrat de régie publicitaire avec un autre prestataire et réclame 180 k€. Hi-media conteste ces demandes et demande 240 k€ de façon reconventionnelle. Aucune provision n'a été comptabilisée au 30 juin 2009 car le risque financier est jugé faible. La réunion de conciliation de mars 2009 n'ayant pas abouti, le jugement sera rendu en septembre 2009.

Par ailleurs, en juillet 2007, les sociétés Allopass et Eurovox ont fait l'objet d'un redressement fiscal portant sur les exercices 2005 et 2006. Le groupe a contesté ce redressement. Au 30 juin 2009, les provisions nécessaires ont été constituées. Le coût de ce redressement devrait être couvert par la garantie de passif conclue dans le cadre de l'acquisition du groupe Eurovox.

Un litige oppose Hi-media aux anciens associés d'une société acquise par Hi-media. Ce litige porte sur les conditions de paiement du complément de prix prévu au contrat d'acquisition. Hi-media a été condamné à payer le complément de prix de 40.000 euros et a décidé de faire appel de cette décision.

Un litige commercial oppose Hi-media et La Poste en ce qui concerne l'exécution d'un contrat de régie couvrant la période du 1er février 2007 au 31 janvier 2010. Dans une assignation en date du 26 juin 2009, La Poste conteste les modalités de calcul des reversements devant lui être réglés au titre de ce contrat de régie et demande le paiement d'une somme de 2 458 k€ hors taxes correspondant à des factures émises impayées totalement ou partiellement au 26 juin 2009. Hi-media contestant ces factures, des discussions se poursuivent avec La Poste sur les modalités de calcul des reversements devant lui être consentis. Hi-media a comptabilisé une charge au 30 juin 2009 correspondant à sa meilleure appréciation du reversement dû à La Poste.

Un litige commercial oppose la société Allopass (ex Eurovox) à l'un de ses clients dans le cadre de l'exécution d'un contrat lié à l'activité de micro-paiements. Au 30 juin 2009, les provisions nécessaires ont été constituées.

Un litige oppose la société Fotolog Inc. à la société Fotomedia concernant l'utilisation prétendument illicite d'un brevet. Le coût éventuel de ce litige devrait être couvert par la garantie de passif conclue dans le cadre de l'acquisition de la société Fotolog.

Un litige commercial oppose Hi-media à l'un de ses fournisseurs. Aucune provision n'a été comptabilisée au 30 juin 2009, le risque étant jugé faible.

Des litiges prud'homaux sont nés avec des ex-salariés contestant la légitimité de leurs licenciements. La société a enregistré les provisions qu'elle a jugées nécessaires en fonction de son appréciation du juste fondement des actions des demandeurs.

**Note 19. Evénements postérieurs à la clôture**

Le 6 juillet 2009, Hi-media a signé un protocole d'accord en vue de l'acquisition de 100% des droits de vote d'AdLINK Media Deutschland GmbH, l'activité de régie publicitaire en ligne du groupe AdLINK Internet Media AG.

La réalisation effective de cette opération interviendra le 31 août 2009 au terme d'une restructuration juridique conduisant à transférer les titres des sociétés du Groupe Adlink qui ont pour activité la régie publicitaire à une entité juridique Adlink Media Deutschland GmbH, créée dans le cadre de l'acquisition.

*Détermination de la valorisation*

Hi-media et AdLINK Internet Media AG ont convenu d'un commun accord de valoriser la société AdLINK Media Deutschland GmbH à 29,4 millions d'euros et 100% des actions d'Hi-media à 146,3 millions d'euros.

Pour le calcul des valeurs relatives des deux sociétés, il a été mis en œuvre une analyse multicritères.

Pour Hi-media, il a été notamment tenu compte :

- De la performance boursière récente ;
- Des cours-cibles établies par les analystes couvrant le titre ;
- Des multiples boursiers d'un échantillon de sociétés comparables ; et
- D'une valorisation plus fondamentale basée sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles.

Pour AdLINK Media Deutschland GmbH, il a été tenu compte :

- De multiple boursier ; et
- De l'actualisation des flux de trésorerie disponibles.

*Coût du regroupement*

AdLINK Media Deutschland GmbH valorisée à 29,4 millions d'euros sera transférée à Hi-media selon les termes suivants du protocole d'accord :

- Remise de 3 940 000 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro, qui seront émises par Hi-media à titre d'augmentation de capital avec une prime d'apport de 13,9 millions d'euros égale à la différence entre la valeur des apports soit 14,3 millions d'euros et l'augmentation nominale de capital de 394 milliers d'euros.
- Remise de 795 000 actions auto-détenues par Hi-media dans le cadre de l'acquisition du solde des actions AdLINK Media complétée par ;
- Un paiement différé sous la forme d'un crédit vendeur d'un montant de 12,2 millions d'euros. Ce crédit vendeur qui arrivera à échéance le 30 juin 2011, est remboursable in fine et portera un intérêt de 3,7% sur les 12 premiers mois et de 5% sur la période restante.

Au terme de cette transaction, AdLINK Internet Media AG détiendra 10,7% du capital social d'Hi-media.

A la date d'arrêté des comptes semestriels du groupe Hi-media au 30 juin 2009, les comptes de la société AdLINK Media Deutschland GmbH au 31 août 2009 ne sont pas disponibles. Un bilan d'ouverture consolidé d'AdLINK Media au 31 août 2009 sera établi au cours du second semestre 2009 suite à la réalisation de l'acquisition. Le coût d'acquisition des titres de AdLINK Media GmbH correspondra à la valeur de marché (cours de bourse) des 4 735 000 titres Hi-media remis en échange des titres AdLINK Media au jour de la réalisation de l'acquisition à laquelle s'ajoutera le montant du crédit vendeur et les frais d'acquisition.

Par conséquent, l'écart d'acquisition relatif à l'acquisition ne peut être estimé à la date d'arrêté des comptes semestriels du groupe Hi-media au 30 juin 2009.

## Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes résumés présentés dans le rapport financier semestriel 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restant de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Cyril Zimmermann

Président du conseil d'administration et Directeur-Général d'Hi-media S.A.



## Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Hi-Media S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 27 août 2009

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Stéphanie Ortega  
Associée

Boulogne Billancourt, le 27 août 2009

EREC Associés

Jean-François Colomès  
Associé